

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

-----  
Le Conseil des Ministres



**DECISION N° 14/2006/CM/UEMOA  
PORTANT MODIFICATION DE LA DECISION N° 12/2005/CM/UEMOA DU 04  
JUILLET 2005, RELATIVE A LA LISTE DES PERSONNES, ENTITES OU  
ORGANISMES VISES PAR LE GEL DES FONDS ET AUTRES RESSOURCES  
FINANCIERES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT  
DU TERRORISME DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UNION ECONOMIQUE  
ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)**

**LE CONSEIL DES MINISTRES  
DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)**

- VU** le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), signé le 10 janvier 1994, notamment en ses articles 6, 7, 16, 21, 42, 43, 97, 98 et 113 ;
- VU** le Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), notamment en son article 22 ;
- VU** le Règlement n°14/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relatif au gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), notamment en son article 4 ;
- VU** la Décision n°12/2005/UEMOA du 04 juillet 2005, portant modification de la Décision n°04/2004/CM/UEMOA du 05 juillet 2004 relative à la liste des personnes, entités ou organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UEMOA, notamment en son article 3 ;
- Considérant** les résolutions n° 1267 (1999) et n° 1373 (2001) du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies ;
- Sur** proposition conjointe de la Commission de l'UEMOA et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- Après** l'avis en date du 1<sup>er</sup> septembre 2006, du Comité des Experts statuaire ;

.../...

## DECIDE

### Article premier :

La présente Décision a pour objet de modifier la Décision n° 12/2005/CM/UEMOA du 04 juillet 2005 relative à la liste des personnes, entités ou organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UEMOA, destinée à mettre en œuvre les mesures de gel de fonds et autres ressources financières prises par le Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en application notamment des résolutions n°1267 (1999) et n°1373 (2001) du Conseil de Sécurité.

### Article 2 :

En application des dispositions de l'article 4 du Règlement n°14/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002, est annexée à la présente Décision, dont elle fait partie intégrante, la liste des personnes, entités ou organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières telle qu'arrêtée, le 04 août 2006, par le Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, conformément à ses résolutions n°1267 (1999) et n°1373 (2001).

La présente liste annule et remplace la précédente, annexée à la Décision n° 12/2005/CM/UEMOA du 04 juillet 2005.

### Article 3 :

La présente Décision peut être modifiée par le Conseil des Ministres de l'UEMOA, à l'initiative de la BCEAO, sur proposition conjointe de la Commission de l'UEMOA et de la BCEAO.

En vertu de l'article 9, alinéa 2, du Règlement n°14/2002/CM/UEMOA, du 19 septembre 2002, entre deux sessions du Conseil des Ministres, le Président du Conseil des Ministres est habilité, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, à modifier ou compléter la liste des personnes, entités ou organismes dont les fonds doivent être gelés, conformément aux décisions du Conseil de Sécurité des Nations Unies ou du Comité des Sanctions.

Les mesures conservatoires, prises par le Président du Conseil des Ministres, sont soumises pour approbation au prochain Conseil des Ministres.

### Article 4 :

La BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA sont chargées du suivi de l'application de la présente Décision.

**Article 5 :**

La présente Décision abroge toute disposition antérieure contraire traitant du même objet. Elle entre en vigueur à compter de sa date de signature et sera publiée au Bulletin Officiel de l'Union.

Fait à Lomé, le 8 septembre 2006

Pour le Conseil des Ministres,  
Le Président



Jean-Baptiste M. P. COMPAORE